

## SOMMAIRE

### Page 1

Du côté du Cotentin.  
Bertrand Bellanger.

### Page 2

Du côté du Mont-Saint-Michel.  
La sélection de l'ANR.

### Page 3

À chacun sa quote-part.  
Dominique Métot vise l'agglom.

### Page 4

Du côté du Calvados.  
Nouvelle étape pour "Drone XRT"

### Bertrand Bellanger.

Sera élu, ce lundi 14 octobre à 16 h, président du Conseil Départemental de Seine-Maritime. Il remplace Pascal Martin, devenu sénateur.

- Sauf surprise de dernière minute, tous les vice-présidents resteront en place : c'est le changement dans la continuité.

*À noter : Bertrand Bellanger sera le premier président LREM d'un Département français.*

### Christophe Bouillon.

7 des 24 membres de la mission d'information "Lubrizon" mise en place par l'Assemblée nationale sont seinomarine. La mission est présidée par Christophe Bouillon, député PS, de la 5<sup>ème</sup> circonscription avec, à ses côtés, Xavier Batut, Annie Vidal, Hubert Wulfranc, Agnès-Firmin Le Bodo, Stéphanie Kerbarh et Damien Adam.

### Le rapport de la CRC

L'examen du rapport de la Chambre régionale des comptes sur la gestion de la Région est à l'ordre du jour de la session du conseil régional, ce lundi 14 octobre.

La CRC pointe notamment la forte augmentation des dépenses de fonctionnement de la collectivité, "le fonctionnement, c'est de l'investissement, se défend Hervé Morin, la Région est la moins endettée de France..."

## Du côté du Cotentin

### • Jean-Louis Valentin s'en va.

C'est maintenant officiel. Jean-Louis Valentin ne restera pas président de la Communauté d'agglomération du Cotentin, après les prochaines municipales. Il a choisi de se retirer de la vie politique afin de réaliser de nouveaux projets, notamment en qualité d'avocat au sein du cabinet parisien De Gaulle Fleurance & Associés.

- La question de sa succession est posée, la Communauté d'agglomération du Cotentin est la quatrième de la région, le futur conseil communautaire ne devra pas se tromper.

*Mon commentaire : depuis 2 ans, Jean-Louis Valentin et Benoit Arrivé (son premier vice-président, maire de Cherbourg) ont travaillé en bonne intelligence. L'affaire n'était pas évidente puisque le premier était le représentant LR des petites communes tandis que le second était le représentant PS de la ville-centre. Mais ils ont su trouver le bon équilibre pour agir ensemble, le tandem a bien fonctionné, l'agglomération en a profité.*

### • Qui va succéder au président sortant ?

Aujourd'hui, David Margueritte, le vice-président LR du Conseil régional, est assez bien placé. Sur place, il est connu, son action régionale est appréciée, "il a gagné en expérience", les maires "sans étiquette de droite" des petites communes peuvent lui apporter leurs voix. Rappelons qu'il avait fait un bon score lors de l'élection du premier conseil communautaire en 2017 : 100 voix pour lui, 113 pour Jean-Louis Valentin.

- L'ennui, c'est qu'il est l'opposant - en titre - de Benoit Arrivé à Cherbourg. Ses chances de gagner en mars prochain sont faibles ; s'il perd les municipales, peut-il devenir le président de l'agglomération : là est la question.

- "Pourquoi pas, commente cet observateur, à condition de ne pas être tête de liste contre Benoit Arrivé. Il faut sauver les apparences. En tout cas, les deux hommes ont intérêt à se parler, car si David Margueritte a peu de chance à Cherbourg, Benoit Arrivé, lui, a peu de chance de devenir président de l'agglomération."

*Mon commentaire : David Margueritte et Benoit Arrivé sont-ils capables de passer un accord de bonne intelligence pour maintenir l'équilibre qui a bien fonctionné ? Pour la Communauté du Cotentin, dont l'avenir s'assombrit avec l'échec de l'EPR de Flamanville, il faut le souhaiter.*

### • Benoit Arrivé entre en campagne.

En attendant, le maire de Cherbourg vient de faire le point sur ses dossiers de la rentrée. C'est une façon d'annoncer le plan de vol de sa campagne municipale : "santé, mobilité, urbanisme, environnement, tiers-lieux... nous sommes en train de réinventer la ville sur un nouveau modèle..."

Ses grandes priorités :

## La sélection de l'ANR.

PDG de l'Agence Nationale de la Recherche, Thierry Damerval vient donc de présenter l'accord de coopération ANR-Région, aux principaux chercheurs normands.

- Signé en juin 2019, cet accord, d'une durée de 3 ans, "doit permettre de conforter l'excellence de la recherche normande et de favoriser son rayonnement à l'échelle nationale et internationale."

*Mon commentaire : en réalité, il s'agit de sélectionner les meilleurs laboratoires afin de concentrer les aides dans leur direction. On le sait, Hervé Morin veut en finir avec une recherche normande dispersée, peu présente dans les classements internationaux : "on fait trop de choses dans trop de domaines pour exister vraiment".*

### • Les laboratoires seront évalués.

Avec cet accord, l'ANR apporte donc son expertise pour procéder à cette sélection. Elle va ainsi participer à l'élaboration des prochaines stratégies régionales en faveur de la recherche ; rappelons que la Région va devoir définir ses domaines prioritaires pour la période 2021/2027, ceux qui concentreront ses financements.

- La Région s'en remet donc à l'ANR pour évaluer la qualité des projets de recherche.
- Citation de Thierry Damerval : "Cet accord s'inscrit pleinement dans nos missions. Il permet de renforcer nos interactions avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche et les acteurs de l'innovation. Avec la Région, nous allons proposer aux laboratoires une offre de financement plus lisible, et agir en synergie et complémentarité. Ce partenariat stratégique permettra d'assurer une cohérence entre financement régional, national et également à l'échelon européen."
- Le message est clair : pour avancer, les laboratoires normands ont désormais besoin de la bénédiction de l'ANR.

*Mon commentaire : avec une intervention globale de 228 M€ depuis 2016 et un budget annuel de l'ordre de 53 M€, la Région fait de la recherche une priorité pour accroître son attractivité nationale et internationale.*

- Ouverture du centre de santé Brès-Croizat début 2020, et transfert de la clinique Korian de Siouville-Hague à Cherbourg près de l'hôpital
- Réaménagement urbain du quai Collins et réaménagement littoral de Querqueville et Collignon.
- Structuration d'un réseau de bus urbains et interurbains de nouvelle génération.
- Création d'un tiers-lieu culturel pour "redonner de la vie".
- Lancement du renouvellement urbain des quartiers Fourches-Charcot-Spanel.
- Défense et valorisation du port de Cherbourg comme port de l'Irlande dans le contexte du Brexit.

*Mon commentaire : Benoit Arrivé se place ici "à hauteur d'habitant et de vie quotidienne". Les grands dossiers économiques et d'aménagement du territoire sont traités par l'agglomération : importance de la bonne intelligence.*

### • Sonia Krimi se prépare.

Elle devait annoncer sa candidature fin septembre, mais elle ne l'a pas encore fait. En tout cas, Sonia Krimi, la députée LREM, se prépare pour les municipales ; elle est bien connue à Cherbourg et son image personnelle est bonne ; ce qu'on ne sait pas en revanche, c'est qu'elle est son projet.

*Mon commentaire : pour bâtir son projet, elle annonce le lancement d'une consultation citoyenne. On attend.*

## Du côté du Mont-Saint-Michel

### David Nicolas veut continuer d'avancer...

Maire d'Avranches depuis 2014, David Nicolas est officiellement candidat à sa succession en 2020. Sa liste n'est pas encore définitivement constituée, des représentants de Saint-Martin-des-Champs, commune déléguée avec laquelle Avranches a fusionné en janvier dernier, vont y figurer.

- Le maire sortant ne sait pas encore qui seront ses adversaires. Battu en 2014, Guénaël Huet (qui fut aussi député LR jusqu'en 2017) aura-t-il envie de prendre sa revanche ? C'est l'une des questions en suspens. L'autre concerne la possible candidature d'Antoine Delaunay, le conseiller départemental d'Avranches, qui fut l'attaché parlementaire du même Guénaël Huet. Pour le moment, "il attend son heure" comprenez qu'il attend de connaître la décision de son ancien patron.

## Et pendant ce temps-là...

### • 12,4 M€ pour Siemens-Gamesa.

Jeudi 10 octobre 2019, le conseil communautaire du Havre Seine Métropole a délibéré en faveur d'un soutien à l'éolien en mer, filière industrielle d'avenir pour son territoire.

Présidée par Jean-Baptiste Gastinne, l'intercommunalité va contribuer au financement des travaux d'infrastructures nécessaires à l'implantation du complexe industriel de Siemens-Gamesa, pour un montant total de 12,4 M€.

### • La Havre : la "5 G" pour fluidifier les flux de marchandises.

Dans le cadre du programme "Smart Port City" sélectionné dans l'appel à projets "Territoires d'Innovation" du PIA 3, HAROPA -Port du Havre, associé aux industriels de la zone portuaire, va construire une plateforme d'expérimentations 5G lui permettant d'explorer et de tester des applications de la 5G dans un contexte portuaire et industriel.

- Certaines applications cibleront les opérations logistiques sur le territoire portuaire, notamment l'exploitation des terminaux à conteneurs, en lien avec la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, Siemens, EDF et Nokia.

*On en parlera le 25 octobre, à la journée "Axe Seine", organisée par l'UMEP et SYNERZIP, dans le cadre de la transat Jacques Vabre.*

### Rodolphe Thomas.

À 57 ans, il a encore "la foi, la volonté et l'envie". Rodolphe Thomas va se représenter pour un 4<sup>e</sup> mandat à Hérouville-Saint-Clair.

- Cet élu MODEM ne veut pas s'enfermer dans une démarche partisane, il se présentera à la tête d'une liste d'ouverture

*On ne connaît pas ses adversaires.*

### Dominique Métot vise l'agglomération.

Dominique Métot ne sera plus le maire de Bolbec en 2020, même si ses concitoyens votent pour lui.

- De fait, il a choisi de ne pas être tête de liste afin de mettre sur orbite son dauphin, Christophe Doré, 51 ans, coiffeur de profession et président de la Chambre de métiers et de l'artisanat de la Seine-Maritime.

- Se désengagerait-il de la vie publique ? Pas du tout, il se repositionne. Il veut partir à la conquête de Caux-Seine Agglo dont il est aujourd'hui le 1<sup>er</sup> vice-président, la succession de Jean-Claude Weiss semble en effet ouverte.

- Le maire de Bolbec ne veut pas laisser le champ libre à Virginie Carolo, son homologue de Port-Jérôme-sur-Seine, dont le nom est souvent cité pour remplacer Jean-Claude Weiss... qui est son oncle.

*Pour lui, le moment est venu de tourner la page "Weiss", il sera en position éligible sur la liste "Doré" pour mener la bataille de l'agglomération.*

### Orientation : l'alerte du CESER.

La création de l'agence régionale de l'orientation, le 1<sup>er</sup> janvier prochain, est l'un des grands projets d'Hervé Morin qui veut "mettre en ligne" l'action de toutes les structures concernées pour gagner en efficacité.

- Si le CESER Normandie reconnaît le bienfondé de la démarche, il s'inquiète en revanche de l'absence des organisations syndicales, des écoles d'ingénieurs et des associations familiales des instances de gouvernance de la future agence, comprenez le conseil d'administration et le conseil consultatif.

*À noter : dans un avis, il tire le signal d'alarme et demande à la Région de reconsidérer, en urgence, la gouvernance : "la réussite de la démarche réside dans un pilotage clair /.../ associant les partenaires sociaux."*

### Avranches indissociable de son agglomération

La Communauté d'agglomération du Mont-Saint-Michel Normandie (MSMN) sera très présente dans la campagne municipale d'Avranches.

- Il faut dire que David Nicolas (qui la préside) en a fait l'un des territoires les plus attractifs de Normandie, avec un taux de chômage réduit, en dialoguant de façon pragmatique avec l'État, la Région et le Département.

- Hervé Morin et Marc Lefèvre ne s'y sont pas trompés, ils ont signé avec lui un "beau contrat de territoire" en avril dernier, une soixantaine d'actions ont été programmées pour un montant total de 57 M€ : la Région en apporte 8 et le Département autant. L'accroissement des retombées positives du Mont-Saint-Michel, cœur battant touristique de la nouvelle collectivité et la valorisation de la position d'interface du territoire entre la Normandie et la Bretagne (c'est bon pour l'économie) sont les deux axes prioritaires.

*Une ombre au tableau : l'échec de Remade. Sans trop y croire, tout le monde espère une poursuite de l'activité à l'issue de la période d'observation de 6 mois décidée par le tribunal de commerce. 435 salariés sont concernés : "pour le moment, le nouveau patron communique peu", regrette David Nicolas. Une chose est sûre, ses adversaires vont lui faire porter la responsabilité de cet échec, ceci d'autant plus que l'écoparc de Tirepieu, 30 ha aménagés par l'agglomération, qui devait être acheté par Remade, va lui rester sur les bras.*

### Mont-Saint-Michel : à chacun sa quote-part.

Nommé en mars dernier, Christophe Beaux, le "préfigurateur" de l'EPIC du Mont-Saint-Michel confirme la création de l'établissement le 1<sup>er</sup> janvier prochain. À condition, bien sûr, que les conditions de son bon fonctionnement soient réunies, les conditions financières notamment. Il est vrai que le montage est compliqué.

- Le futur EPCI va en effet se substituer au Syndicat mixte de la Baie du Mont-Saint-Michel qui réunit aujourd'hui les Régions Normandie et Bretagne, le Département de la Manche et la Communauté d'agglomération du Mont-Saint-Michel Normandie. L'ambition est d'unifier la gestion du site afin d'en accroître les retombées économiques et touristiques ; le moteur du Mont-Saint-Michel ne fonctionne pas encore à plein régime.

- C'est ainsi que l'EPIC va récupérer la DSP de Transdev qui exploite les parkings et les navettes : ça, c'est bien. En revanche, l'abbaye dépendra toujours du Centre des Monuments Nationaux CMN, alors même que l'EPIC travaillera à développer sa fréquentation : ça, c'est compliqué.

### Et pendant ce temps-là...

#### • ANRU : 100 M€ pour Val-de-Reuil (27).

Dotée de 100 M€, la convention du NPNRU de Val-de-Reuil (Nouveau programme national de renouvellement urbain) sera signée le 15 octobre, en présence d'Olivier Klein, le président de l'ANRU.

Satisfaction du maire, Marc-Antoine Jamet : d'ici à 2025, deux équipements structurants sortiront de terre, 1 000 logements seront construits, 328 déconstruits, des kilomètres de voirie refaits et plusieurs quartiers transformés.

#### • CMB soutient la transition numérique.

Présidée par Jacky Bidot, Coutances mer et bocage (CMB) vient de lancer un plan d'animation et d'accompagnement à la transition numérique. Il s'agit d'aider les commerçants-artisans à utiliser les outils numériques disponibles pour répondre aux attentes nouvelles de leurs clients. Il y a beaucoup à faire.

L'opération est soutenue par le Conseil Départemental, la CCI Ouest Normandie et la Chambre de métiers de la Manche. Elle s'adresse aux 8 intercommunalités du département, CMB est la première à l'utiliser. 400 000 € seront investis sur 3 ans, financés à 40% par le Département, à 40% par l'intercommunalité, le solde à la charge des compagnies consulaires.

*Mon commentaire : simple, efficace, concret, une démarche à dupliquer.*

## Nouvelle étape pour Drone XRT.

Après l'installation d'un prototype dans une centrale nucléaire en 2015 et une levée de fonds fin 2018, la start-up havraise Drone XTR lance aujourd'hui la phase 2 de l'industrialisation de son système de détection de tous types de drones.

- Tous les acteurs civils et militaires sont intéressés par la solution mise au point par Jean-François Adam, le fondateur de l'entreprise. Une solution qui permet de détecter l'intrusion de drones hostiles (jusqu'à 10 km) et de lancer les alertes nécessaires, sans aucune installation de radars ou de caméras, ce qui permet de réduire les coûts. Jean-François Adam a travaillé avec l'université du Havre pour mettre au point son prototype.

- La start-up franchit aujourd'hui un nouveau cap avec l'obtention du financement de la Région Normandie et du FEDER pour démarrer l'industrialisation de la V2 destinée à la détection de tous types de drones en accord avec la future directive nationale sécurité attendue pour 2020.

À savoir : Drone XTR est membre de la filière NAE qui s'intéresse aux drones depuis 2013.



### Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

**Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44**

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, chem. de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 260 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)



Lettre hebdomadaire éditée par :

#### Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues  
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

#### Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

#### Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

**Abonnement** : 260 € TTC/an pour 44 n°  
(TVA 2,1%)

#### Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros  
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

- D'autant plus que la maintenance du site coûte cher, il faut notamment entretenir le barrage : comment financer ces opérations ? Là est la question.
- "On ne peut pas débuter avec un trou budgétaire" confiait Christophe Beaux à La Manche Libre, le 4 octobre dernier, il faut qu'il y ait une adhésion.
- Résultat, aux côtés de l'Etat et des collectivités, tous ceux qui bénéficieront de l'action de mise en valeur déployée par l'EPIC devront participer : on attend que le CMN reverse une partie de ses recettes, on attend que les commerçants participent également : oui, mais comment ?

*Mon commentaire* : si le message est clair "à chacun sa quote-part", sa mise en œuvre s'annonce compliquée, il reste deux mois pour trouver la solution.

### Du côté du Calvados

#### Jean-Léonce Dupont pense aux ports du futur.

Président du CD 14, Jean-Léonce Dupont est plus que jamais convaincu que le Département est la collectivité la mieux placée pour fédérer les acteurs de terrain quand ils ont besoin d'agir ensemble.

- Il vient encore de le démontrer en présentant sa vision d'avenir des ports du Calvados, à l'occasion des premières assises de la mer, du nautisme et de l'attractivité du littoral qui se sont tenues le 3 octobre, à Caen
- Le sujet est stratégique : le Calvados compte 127 km de côtes et 7 ports départementaux : Isigny-sur-Mer, Grandcamp-Maisy, Port-en-Bessin, Courseulles-sur-Mer, Dives-Cabourg-Houlgate, Deauville-Trouville et Honfleur.
- "Depuis 5 ans, nous avons déjà investi 35 M€, rappelle le président, mais, pour passer aux ports du futur, nous aurons besoin de mobiliser entre 50 et 100M€ supplémentaires".

Les ports du futur seront "écologiques et connectés" : production d'énergie, traitement des déchets et des eaux usées, utilisation des outils numériques. Pour relever le défi, d'ici à 2030, le Département va devoir travailler avec la Seine-Maritime et la Manche, deux départements avec lesquels il est déjà en coopération, mais aussi avec les communes et intercommunalités, pour valoriser leurs atouts touristiques et culturels, sans oublier tous les professionnels dans leur diversité.

*Mon commentaire* : curieusement, Jean-Léonce Dupont n'a pas beaucoup parlé de la Région qui, avec le syndicat mixte Ports de Normandie, est pourtant un acteur puissant, en particulier pour Ouistreham. Coopération indispensable.

### Et pendant ce temps-là...

#### • 700 M€ pour La Hague.

Dans les 6 ans à venir, Orano va investir 700 M€ pour remettre à niveau son usine de traitement des combustibles nucléaires de La Hague. Il s'agit de la concrétisation du projet de "Nouvelle Concentration de produits de Fission" (NCPF) qui doit permettre à l'usine de fonctionner encore pendant 30 ans.

À savoir : NCPF permettra le remplacement des évaporateurs existants par de nouveaux équipements sur deux ateliers d'extraction qui assurent la séparation de l'uranium, du plutonium et des produits de fission.

#### • 1,5 Md€ de plus pour Flamanville, le bateau ivre.

Le naufrage industriel de l'EPR s'accompagne aussi d'un naufrage financier : 1,5 Md€ supplémentaires vont devoir être dépensés pour refaire les soudures. La centrale va donc coûter 12,4 Md€, un budget multiplié par 4. La mise en service n'aura pas lieu avant la fin de 2022, avec plus de 10 ans de retard sur le calendrier initial.

Pour barrer le bateau ivre, Alain Morvan est le nouveau directeur de l'EPR.

*Mon commentaire* : depuis 2 ans, Hervé Morin s'est rapproché de Jean-Bernard Lévy, PDG d'EDF, pour obtenir la construction d'un nouvel EPR à Penly. Avec les déboires de Flamanville, ce scénario est compromis.